LE 26 MAI 2019 EN EUROPE Construire des ponts. Pas des murs

Quelle Europe voulons-nous? A quelle Europe aspirent les 512 millions d'habitants des 28 Etats-membres qui composent l'Union Européenne? Les élections du 26 mai sont censées répondre à cette question. Malgré de nombreuses résistances, les égoïsmes de certains et, pour d'autres, la préservation des seuls intérêts financiers risquent de l'emporter sur les projets progressistes soucieux des besoins des populations. De ce fait, la bataille pour une Europe sociale au service des peuples et de la paix devra s'amplifier.

En effet, l'Union Européenne nous apparait comme à la croisée des chemins.

Ou bien, elle continue à s'enfoncer dans un **libéralisme économique** destructeur de l'humain et du climat, qui met 87 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, qui compte 10% de travailleurs pauvres, et 15% des moins de 25 ans au chômage, qui assure toutes les garanties à la libre circulation des capitaux mais la refuse aux personnes, qui favorise le profit d'un petit nombre et se calfeutre dans des frontières-forteresses, pour protéger d'abord les plus riches. Cette violence économique et sociale continue de creuser le « *grand abîme* » dont parle l'Evangile (Evangile de Luc 16,26), elle alimente forcément la poussée des extrêmes-droites.

Ou bien, l'Union Européenne décide de mettre **l'humain au cœur de son projet.** Le projet d'une Europe sociale qui fait le choix prioritaire de la solidarité plutôt que celui de la croissance financière, afin que toutes ses populations progressent avec des services publics de qualité. Le projet d'une Europe porteuse de paix parce qu'ouverte au monde, coopérante avec les autres continents pour ce qu'elle a de meilleur, tournée vers son avenir, celui du monde, celui de tous les peuples, d'abord, les peuples pauvres et opprimés. De ce point de vue, la manière dont l'Europe traite celles et ceux qui se présentent à ses frontières pour y être accueillis est l'expression des valeurs qui l'animent et donc est, forcément, un point central du projet Européen.

L'échec de l'Union Européenne sur les questions migratoires ne peut laisser aucun citoyen indifférent. Pour notre part, prêtres-ouvriers, comme des millions d'autres citoyens, nous sommes révoltés de voir mourir dans des geôles ou en mer des femmes, des hommes et des enfants qui fuient des guerres ou des régimes corrompus que nos politiques de pays riches ont trop souvent favorisés.

Comme des millions d'autres citoyens, **nous vivons les effets dévastateurs des politiques européennes à nos portes**: les squats, les bidonvilles, les demandeurs d'asile sans logement, des hommes, femmes et enfants sans droits, de jeunes mineurs à l'abandon, etc... tous et toutes injustement pourchassés et maltraités...

Avec une multitude de citoyens humanistes et d'associations courageuses, laïques et confessionnelles, nous sommes aussi dans le coude à coude quotidien si riche, si chaleureux, si généreux, si porteur d'avenir. Ensemble, nous ne voulons pas perdre notre humanité. Ensemble nous sommes les témoins vivants qu'il est possible de résister efficacement à ceux qui nous répètent inlassablement qu'il n'y a pas d'autres solutions que le repli sur soi. Une brèche d'humanité est ouverte, et nous sommes heureux de voir que les croyants de diverses confessions y prennent très souvent toute leur part. La Mission ouvrière, les prêtres-ouvriers, l'Action Catholique Ouvrière sont modestement de ceux-là.

Les différentes politiques menées ont toujours cherché à rétrécir les droits des exilés. Même ceux qui avaient promis d'accorder le droit de vote y ont renoncé par calcul politicien. Nous ne pouvons accepter d'aller de recul en recul pour aboutir à un quasirejet en s'appuyant sur des opinions publiques conciliantes parce que nos gouvernements entretiennent des peurs imaginaires.

Les migrations ont toujours fait partie de l'histoire de l'humanité et des peuples. Elles sont un fait et un droit. Avant d'être une charge ou une occasion de charité, elles sont une richesse à accueillir, une fraternité à vivre. Elles doivent ouvrir à des droits fondamentaux : se déplacer de façon coordonnée, être logé dignement, travailler, vivre en famille. Droit à l'éducation, aux soins, à la formation. Nous ne pouvons transiger sur ces droits au risque de perdre nos valeurs.

On ne peut accepter d'être preneur de travailleurs émigrés lorsqu'ils sont utiles à l'économie et les rejeter lorsque les conditions économiques seraient moins favorables... comme si c'était les émigrés qui étaient responsables des politiques économiques des pays d'accueil!

Nous sommes dans la résistance, et, s'il le faut, dans la désobéissance. C'est notre conscience qui nous guide, alimentée par les Prophètes, les Evangiles et la Foi en Jésus-Christ, qui est, pour les croyants, comme une brulure nous interdisant toute atteinte à tout être humain, quel qu'il soit : La justice, la fraternité, la solidarité ne peuvent avoir de frontières. Nous sommes tous frères et sœurs en Jésus Christ. Les droits humains avant les droits de la finance !

Dans l'immédiat, **les exigences quotidiennes** appellent des réponses urgentes :

Suppression des accords de Dublin

Droit de séjour fondé sur le respect des droits fondamentaux

Mise en place d'un système d'asile européen commun garantissant le plein respect de la convention de Genève

Libre choix de destination pour les personnes en quête d'asile.

Suppression de toutes les formes d'internement spécifiques aux personnes étrangères, en Europe comme à nos frontières.

Défendre la solidarité comme une valeur fondamentale et non la criminaliser.

Suppression des tests osseux pour les mineurs.

Les mêmes droits pour tous.

Par notre action quotidienne, par nos inlassables interpellations, un nouveau vivreensemble se réinvente au quotidien qui donne de nouvelles couleurs au mot **FRATERNITE**. Faisons de l'Europe une terre de progrès, d'accueil et de paix.

> Collectif national des prêtres-ouvriers Montreuil, le 30 mars 2019

Contact: pretres.ouvriers@gmail.com

ENPO 47 rue Voltaire 93100. MONTREUIL